

Stora Enso, ultimes négociations sous pression de l'Etat

Par Laurent Goudet - lundi 25 janvier 2016 à 17h05min



L'espoir fait vivre. Malgré le silence des élus et la prudence des pouvoirs publics, le Nord-Pas-de-Calais n'en a pas fini avec Stora Enso. Depuis des mois, d'intenses négociations ont lieu pour la reprise de l'usine à papier de Corbehem. Or ces négociations se déroulent sous haute tension depuis jours. En effet, pour produire du papier, il est nécessaire d'avoir des autorisations de la préfecture lesquelles arrivent à leur terme. Il n'empêche, cette échéance administrative n'a pas donné lieu à un arrêt des négociations entre l'actuel propriétaire finlandais Stora Enso et l'éventuel repreneur Green Elephant.

Pour bien comprendre les enjeux de cette reprise, il faut remonter à l'arrêt brutal de l'usine et de sa machine 5 en janvier 2014. Cette fermeture avait donné lieu à de nombreuses manifestations de l'intersyndicale représentant les 330 salariés de l'usine. Arnaud Montebourg, alors ministre du redressement productif, avait même fait le déplacement déclarant que trois repreneurs potentiels étaient en lice pour reprendre l'usine.

Malgré les déclarations des élus, les réunions à Bercy, rien n'y a fait. Le plan social est lancé et les 330 salariés recevaient leur lettre de licenciement en septembre 2014. Une catastrophe sociale et économique. Stora Enso symbolisait une nouvelle étape de la désindustrialisation que connaît depuis des décennies le bassin minier. Stora Enso devenait synonyme de l'impuissance des élus face à un groupe finlandais qui a préféré favoriser leur usine allemande et finlandaise au détriment du site de Corbehem.

Négociations exclusives

Deux ans après l'arrêt de l'usine, que s'est-il passé ? Rien ou pas grand-chose pour le grand public. Elus et pouvoirs publics ont été volontairement discrets sur ce dossier. En coulisses, la direction de Stora Enso engageait d'intenses négociations avec plusieurs industriels français et européens. Au fil des mois, l'un d'entre eux s'est imposé. Il s'agit de Green Elephant, une holding luxembourgeoise qui a réussi à négocier l'exclusivité des négociations avec Stora Enso en mai dernier.

Green Elephant investit dans l'industrie européenne depuis des années. Elle est déjà propriétaire d'une aciérie en Belgique non loin de Liège. Sa lettre d'intention est claire. Son projet est de racheter l'usine de Corbehem ainsi que celle d'Arjowiggins à Wizernes près de Saint-Omer. Selon nos informations, Green Elephant souhaite produire de la pâte à papier à Corbehem dont l'excédent doit alimenter l'usine de Wizernes pour la production de papier magazine. La proximité entre les deux usines permettrait ainsi d'enregistrer des réductions de coûts de transport.

Un outil compétitif

Car l'usine de Corbehem reste compétitive. Stora Enso avait investi 70 millions d'euros en 2005 afin d'améliorer la qualité et de la compétitivité de l'usine. La machine 5 reste un outil industriel compétitif, l'un des plus performants au monde. De plus, produire du papier magazine en Europe a du sens. En effet, de nombreux pays européens sont dans l'obligation d'importer d'Asie ce type de papier notamment la France et l'Angleterre.

« *Il y a un gros potentiel commercial* », souligne Nicolas Cicoria, un élu de Brebières, expert dans l'industrie papetière qui assiste aux négociations. Enfin Stora Enso continue d'entretenir l'usine et la machine 5. Les locaux sont chauffés et l'outil reste en bon état. « *Ce projet de Green Elephant est toujours en négociation* », confirme l'expert.

Des réunions ont lieu régulièrement à Düsseldorf en Allemagne entre les négociateurs de Stora Enso et de Green Elephant. Des financiers et des commerciaux se rendent souvent sur le site de Corbehem. « *L'objectif de Green Elephant est un redémarrage des usines de Wizernes et de Corbehem avec à terme une production à pleine capacité* », confirme Nicolas Cicoria qui, pour autant, refuse de donner de faux espoirs. Car en effet quelques points techniques et financiers sont encore à lever.

« *Il va falloir attendre encore quelques semaines.* » Des négociations suivies attentivement par les services de l'Etat qui mettent tout en œuvre pour faciliter la recherche d'un accord.

Or le temps est compté. Même si les négociations n'ont pas de date butoir définie, les permis d'exploitation vont arriver à échéance au terme des deux ans après l'arrêt de l'usine soit fin janvier 2016. En sachant que pour le redémarrage du site, une nouvelle procédure complète de demande d'autorisation prend un an au minimum.

Si les négociations n'aboutissent pas, l'actuel exploitant aura l'obligation de démanteler la machine 5. Un processus de cessation d'activité qui prendra plusieurs années en y incluant la dépollution. Une chose est sûre, la demande formelle de transfert des autorisations doit intervenir dans les prochains jours.

L'instruction de cette demande nécessitera plusieurs semaines permettant la poursuite des négociations. Si cette demande est formulée, cela voudra dire que Green Elephant est en capacité de reprendre le site. Une reprise qui serait une sorte de renaissance inespérée de l'industrie papetière en Nord-Pas-de-Calais.